

Au sommaire de ce numéro :

- un communiqué en provenance de la campagne du Tarn où en novembre 2017 à l'appel du collectif Faut pas pucer une centaine de personnes étaient venus soutenir des éleveurs contrôlés par la DDT.
- deux textes à propos de Notre-Dame-des-Landes : *Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole et Mouvement, où est ta victoire ?*
- un texte à propos de l'extension d'un élevage industriel de porcs sur l'ancien camps de concentration de Septfonds dans le Tarn-et-Garonne : *Des cochons et des hommes - FDSEA, porcs et réaction fascisante dans le Tarn-et-Garonne (82)*.

Page 2 - Le communiqué de Faut pas pucer. Communiqué reproduit dans la revue *L'ire des chênaies*, n°706 de janvier 2018.

Page 3 - À *Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole* signé par Des agriculteurs et agricultrices du collectif contre les normes.

Page 7 - *Mouvement, où est ta victoire ?* texte qui n'est pas signé mais qui émane de la ZAD.

Page 9 – *Des cochons et des hommes - FDSEA, porcs et réaction fascisante dans le Tarn-et-Garonne (82)*. Texte signé par Un paysan du Tarn voisin.



Les opposants au puçage électronique des brebis et des chèvres persistent

Mercredi 22 novembre 2017, c'était le premier contrôle d'une administration agricole sur la ferme de Granquié depuis quatre ans.

La dernière fois, en mai 2013, les contrôleurs de la DDT avaient constaté l'absence de bouclage électronique de nombreuses brebis, ce qui avait occasionné 20.000 euros de sanctions contre Nathalie Fernandez et Laurent Larmet. Hier, comme il y a quatre ans, 100 personnes étaient venues à l'appel du collectif tarnais Faut Pas Pucer soutenir les éleveurs à l'entrée de leur bergerie, pour un contrôle des services sanitaires annoncé simplement l'avant-veille. Sous le regard défiant des opposants au puçage électronique, les contrôleurs ont fait leur office. Venus parce que la Maison de l'Élevage (EDE) leur avait signalé qu'elle ne recevait pas de recensement du troupeau depuis plusieurs années, ils ont pu constater que celui-ci se portait bien, qu'ils n'avaient aucun reproche à faire sur la santé des bêtes.

Sur le chapitre de l'identification, ils ont noté qu'aucun animal n'était en conformité avec la réglementation mais que presque tous étaient identifiés, à la convenance des éleveurs (par un nom, un numéro à la patte, un tatouage...). Les contrôleurs ont averti les éleveurs que ces modalités choisies par eux ne suffisaient pas, que «l'électronique, il faudra y venir». Ce à quoi Nathalie Fernandez a rétorqué que «des puces RFID étaient porteuses d'un monde dont elle ne voulait pas, qu'elle appliquait seulement les règles dont elle comprenait la logique et qui pouvaient lui servir». Laurent Larmet a ajouté que «des réglementations actuelles sont faites pour la grande distribution et n'ont aucun sens pour des gens comme [nous] pratiquant une petite agriculture».

Pendant ce temps, dehors, la centaine de personnes présentes se sont mises en rond pour discuter. Plusieurs prises de parole sont consacrées à la mort de Jérôme Laronze, éleveur de vaches de la Saône-et-Loire, tué sous les balles de la police, en mai dernier, suite à des contrôles extrêmement tendus sur sa ferme. On évoque le comité «Justice et vérité» qui se réunit à Mâcon le 20 de chaque mois pour honorer sa mémoire; le groupe Hors-norme constitué d'éleveurs de toute la France, qui s'organise depuis l'été pour lutter contre la prolifération des normes en agriculture; et une autre coordination nationale, Écran total, qui tente de fédérer les résistances éparses contre le management, la bureaucratie au travail et l'informatisation de toute la vie sociale. Après le départ des contrôleurs, la discussion a continué pour réfléchir aux actions à mener en cas de nouvelles sanctions contre les éleveurs désobéissants.

«À qui profitent les normes?» demandait l'une des banderoles brandie ce mardi 28 novembre à la ferme d'Al truc sur la commune de Saint Sulpice dans le sud du Tarn. «Les troupeaux n'appartiennent pas à l'État!», «Jérôme Laronze: l'administration l'a harcelé, l'État l'a tué!» en proclamaient d'autres. Une semaine après le contrôle des services sanitaires à la ferme de Granquié à Montredon-Labessonnié, c'est au tour d'Adeline Galaup et Pierre Mestre de subir le même contrôle par les mêmes agents.

Pierre et Adeline élèvent une cinquantaine de chèvres et

fabriquent leurs fromages qu'ils vendent au marché à une clientèle habituée. A l'appel du collectif Faut Pas Pucer, une centaine de personnes environ est venue soutenir ces éleveurs. Ces deux chevreries refusent en effet de poser des puces électroniques RFID aux oreilles de leurs bêtes et d'appliquer le principe industriel de traçabilité dans leur élevage. Les fonctionnaires ont donc constaté une «identification non conforme» des animaux puis, gorgés de certitudes sanitaires et de paternalisme, ils ont procédé à un décorticage inquisiteur des pratiques des éleveurs à partir des différents documents rassemblés. Les éleveurs peuvent s'attendre à des amendes et des représailles financières sur le versement des primes agricoles.

En s'appuyant de manière très contestable sur des arguments de santé publique et de protection de l'environnement, l'administration a l'ambition, grâce aux «nouvelles technologies» de gérer les troupeaux et les fermes à la place des éleveurs. Le commerce de puces électroniques, de progiciels, de tablettes, de drones, etc. a de beaux jours devant lui. «Pour qui travaillent les fonctionnaires? À qui appartiennent les troupeaux?» C'est en somme ce que se demandaient les éleveurs et leurs soutiens mardi dernier autour d'une bonne soupe, de bons vins et fromages.

Invitation à écrire des lettres de soutien

Afin de prolonger et d'affirmer plus fortement encore notre opposition au puçage et à la traçabilité, nous vous proposons d'écrire des lettres de soutien aux éleveurs menacés adressées aux administrations: DDCSPP (DDCS-PP, Santé et protection animale, 18 avenue du Maréchal Joffre, 81013 ALBI Cedex 9) et Maison de l'Élevage (Maison de l'Élevage (EDE), 96 rue des agriculteurs, BP 102, 81003 ALBI Cedex). Il s'agit à chacun d'argumenter les raisons de s'opposer au puçage. Les arguments peuvent partir du quotidien, de considérations écologiques ou politiques.

Ou encore faire écho avec des situations éloignées de l'agriculture, replacer cela dans une évolution plus générale de la société...

Nous vous demandons d'envoyer une copie au collectif Faut Pas Pucer.

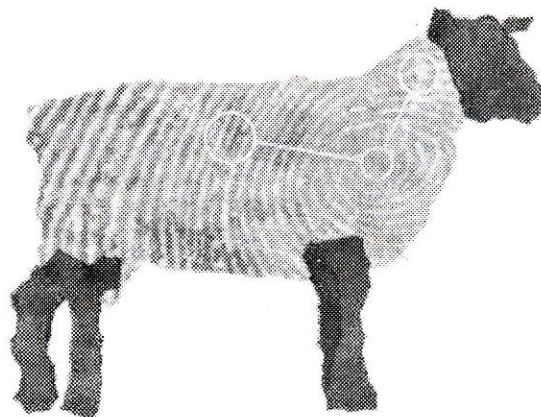
Faut Pas Pucer (mémé dans les ordis)

Le Batz

81140 St MICHEL DE VAX

<fautpaspuce@laposte.net>

Décembre 2017



fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7
Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103 -
Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en
Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+
Zinzine - site oueb: <www.radiozinzine.org>

À Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole

Agriculteurs et agricultrices, membres de comités de soutien à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes contre l'aéroport, depuis 2012, nous nous apprêtons à venir le 10 février au rassemblement à Notre-Dame-des-Landes pour fêter l'abandon du projet d'aéroport et pour continuer à maintenir ensemble le rapport de force nécessaire à la vie de la ZAD face à l'État et son administration.

Deux questions qu'on se pose dans nos fermes

Ces dernières semaines, depuis l'abandon du projet, collectivement nous lisons, regardons, écoutons des informations qui nous arrivent de la ZAD. Un aspect nous a marqué : on lit et entend, venant de différentes composantes du mouvement, que la ZAD va pouvoir devenir une zone de vie et agricole expérimentale selon les uns ou une zone agricole enfin normale selon les autres. Dans les deux cas, nous qui nous battons dans nos fermes pour nous opposer aux réglementations et normes créés par la cogestion agricole – administration/industrie/syndicats visant délibérément à l'élimination de l'activité agricole autonome et donc à notre élimination puisque nos vies y sont profondément liées – nous sommes choqués et nous nous interrogeons.

Pourquoi, dans le premier cas, ceux et celles qui portent les activités agricoles de la ZAD, quelles qu'elles soient (historiques ou plus récentes) et ceux et celles qui vivent à la ZAD ne poursuivent-ils pas, avec le mouvement d'opposition entre autre à l'aéroport, la lutte contre la normalisation industrielle agricole ? Cette lutte s'étend actuellement dans les campagnes. Pourquoi devraient-ils s'en extraire en s'intégrant à une bulle expérimentale, environnementale et sociale prochainement cogérée avec l'administration ? La cogestion que nous connaissons depuis longtemps dans le milieu agricole conduit, et c'est son but, à discréditer et à faire apparaître comme inutile ou dangereux ceux qui luttent. Elle cherche à étouffer les conflits et à affaiblir, entre autre à NDDL, le mouvement social existant qui maintient jusque-là avec succès un rapport de force avec l'État.

Pourquoi dans la deuxième hypothèse retrouver la normalité agricole, que nous connaissons bien pour la subir au quotidien ? Alors même que nous constatons que nos activités sont en train de perdre tout leur sens, tous leurs bras et toutes leurs capacités à nous permettre de vivre quelque part en s'éloignant de l'industrie. Et cela sous l'accélération depuis 20 ans de l'emprise du contrôle normatif et réglementaire agricole. D'autant que nous constatons dans les discussions que nous organisons qu'elle se généralise et a le même effet dans toutes les activités primaires.

Qui peut penser que l'activité agricole de nos jours – habillée des fameux slogans et clichés sur "les terres nourricières", "la beauté du métier", "la qualité des terroirs français", "les petites fermes plutôt que les grosses", "la vente directe règle tous les problèmes", "l'agriculture française bien plus sûre", "les cultures ou élevages vivriers, chacun pour soi, c'est la joie" ou "l'agriculture qui innove et s'adapte aux changements du monde et en sera l'avenir" – serait en soi, un projet politique émancipateur ? Puisque la réalité du rapport réglementaire et industriel imposée à toutes les fermes, des plus grosses aux plus petites, mêmes vivrières, avec ou sans subventions, nous fait ressentir dans nos chairs que ce n'est que de la propagande commerciale ou militante pour rassurer les bénévoles, les consommateurs urbains ignorants ou les ruraux au mode de vie hors sol et améliorer la balance commerciale des États et d'une partie des producteurs, gros ou petits, qui acceptent de laisser leurs voisins disparaître.

Ce que nous refusons de donner aux capitalistes et à l'État

Vous avez, avec l'aide de nos comités de soutien régulièrement présents à la ZAD, réussi à créer un rapport de force qui a permis de maintenir, de créer ou de recréer l'envie de la vie agricole hors des réglementations, des normes, des contrôles pour pouvoir commencer à en vivre en commun quelque part en comprenant cet endroit. Cela a été possible parce que vous n'étiez pas seuls et surtout en lutte.

La vie agricole commune, pour exister tout au long de l'histoire, n'a été possible que par une lutte perpétuelle, c'est une de ses conditions.

Nous vivons actuellement dans les campagnes, dans les fermes, des situations catastrophiques. Harcèlement réglementaire, normatif et judiciaire, contrôles administratifs avec des gendarmes à répétition, saisies de troupeaux, interdictions de vente sur les marchés pour non-respect des normes administratives, sanctions pour refus de contrôle, internements forcés dans le cadre des "protocoles suicide"... Du coup plus de 10 000 fermes disparaissent chaque année laissant derrière elles des ruines, des vies de salariés ou des morts et bien sur des sociétés agricoles qui s'agrandissent en employant des opérateurs. Les suicides se multiplient ces deux dernières années, étouffés par les médias et l'administration. Plus de 1 000 par an (3 fois plus que dans toutes les autres catégories professionnelles). Parce qu'on ne se détache pas, on ne se reconvertit pas, d'une vie agricole. Ce n'est pas un emploi. C'est une vie. Et c'est celle-là que nous refusons de donner aux capitalistes et à l'Etat.

Les États alliés de l'industrie achèvent d'éliminer les dernières résistances, parcelles de vies paysannes, pour achever leur travail de concentration productive capitaliste. Ils s'y prennent, depuis 20 ans grâce aux conseils de l'OMC, de manière habile et efficace. Et cela sous couvert de normes sanitaires et environnementales trompeuses, de réglementations soit disant protectrices des populations et de la planète qui sont le miroir aux alouettes d'une prétendue qualité des aliments. Ce qui permet de passer sous silence l'industrialisation forcée à laquelle elles participent activement. Allez voir le merveilleux modèle allemand d'agriculture écologique où plus un animal ne vit dehors, où s'alignent des kilomètres de bâtiments agricoles gérés par des technologies écolo et où travaillent quelques opérateurs. En France, depuis 60 ans, dans les campagnes, l'élimination de 90 % des agriculteurs a été planifiée et cogérée par l'État/l'industrie/les syndicats.

Ne croyez pas que cette pression administrative et industrielle n'atteint que les systèmes agricoles enchaînés aux banques et aux coopératives. Toutes les fermes la subissent et en meurent ou s'y plient, subvention à la clef ou pas. Des secteurs commerciaux pour petites fermes avec un rapport industriel au vivant se multiplient.

Jérôme Laronze, éleveur en Saône-et-Loire, qui s'opposait à ces réglementations les dénonçait ainsi : "l'hyper-administration n'apporte rien aux agriculteurs sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra réglementation qui conduit à une destruction des paysans." ; "Les syndicats soutiennent la paysannerie comme la corde soutient le pendu." Il est mort le 20 mai 2017 sous les balles des gendarmes.

C'est le même combat, la suite indissociable de la lutte contre l'aéroport

L'isolement des fermes et la cogestion syndicats/État du monde agricole ont, depuis 50 ans, étouffé les luttes agricoles opposées à cette élimination des vies qui étaient auparavant hors des filières économiques dans la plupart des campagnes.

À Notre-Dame-des-Landes, vous n'étiez pas isolés jusque-là parce que vous étiez en lutte. Ce qui est la seule possibilité de faire exister des communautés dans notre époque. Vous avez jusque-là refusé la cogestion avec l'État, malgré vos divergences, face à la nécessité d'enrayer leur démocratie industrielle. Vous avez engagé le conflit. Ne le lâchons pas. La nécessité reste la même pour enrayer la normalisation agricole. C'est le même combat, la suite indissociable de la lutte contre l'aéroport.

Ne nous laissez pas, nous, agriculteurs et agricultrices d'autres campagnes, seul-es à continuer cette lutte. Nous avons besoin de vous comme vous de nous pour amplifier le rapport de force. Ce pour quoi on se bat dans nos fermes, vous avez commencé à le gagner à la ZAD. Ne l'abandonnons pas. Ne prenons pas le risque de le perdre, de perdre la vigueur, l'expérience, les pratiques du mouvement existant. Ce serait aussi nous appuyer sur la tête dans nos luttes agricoles plus isolées.

Primes agricoles ou pas, vous serez soumis aux contrôles administratifs qui tentent d'entraîner nos activités vers un rapport industriel ou vers l'interdiction. Dans quelques temps, si ils sentent que la négociation est possible, ils vous demanderont que vos activités soient déclarées ; les animaux enregistrés et munis de leurs papiers d'identité, bouclés et vaccinés et pas mélangés avec d'autres troupeaux ; leurs naissances, déplacements ou mort devront être déclarés dans les 7 jours ; vos cultures seront répertoriées ; vos revenus ou déficits contrôlés ; les semences certifiées ; les haies, arbres isolés ou ruisseaux photographiés et mesurés ; vos étables, fromageries, tueries, conserveries, cuisines, véhicules devront être agréés ; vos fromages, légumes ou viandes analysés, tracés, étiquetés ; vos énervements verbaux, révoltes, signalés, évalués puis internés.

Petit à petit le temps, le regard, les liens aux animaux, aux plantes, aux proches, aux voisins avec lesquels vous vivez tous les jours deviendront, sous la constante pression, doucement et nécessairement comptables, gérés, frustrants et salissant, culpabilisant comme dans beaucoup d'autres aspects de la vie industrielle. Vous découvrirez, ou vous le savez déjà, que vous vouliez ou pas vous plier à toutes ces normes, que la vie agricole est depuis 60 ans parmi les plus administrées, orientées, contrôlées et réprimées qu'il soit. Une vie tout autant contrainte, harcelée et dirigée qu'elle l'est dans les banlieues des grandes villes. Au fond des pâtures et de la forêt, l'État a pris place.

La loi voudra toujours s'imposer, vie expérimentale ou pas

Ne laissons pas l'État et leurs représentants détruire, contrôler ou agréer vos cabanes, maisons, granges, étables, cuisines... les évaluer, les trier entre celles qui sont intégrables ou pas, bénéficiant d'une dérogation, expérimentale ou inacceptable, leur donner des statuts entre propriétés, locations, squats ou permettant une installation agricole, outils pédagogiques pour les stagiaires, touristes, utiles pour les chercheurs mais aussi tenter de définir les zones possibles ou non de leurs implantations (dans une démarche de concertation et de partenariat avec les représentants de la zone afin d'établir un schéma environnementale de protection et de développement durable du territoire évidemment), tenter de normaliser ou de folkloriser leurs architectures, dessiner des micro-frontières, micro statuts entre les habitant-es. L'État n'est pas légitime pour s'imposer comme intermédiaire dans les choix et relations de vie commune, voisinage, habitats ou activités, il en est le plus grand destructeur. Nous vivons trop souvent ces tensions où les conflits sont réglés par les lois et l'argent plutôt qu'entre les personnes concernées pour savoir que ces règlements, normes exacerbent les conflits le plus souvent en créant des morales, rôles, médiations et représentations qui nous empêchent de nous comprendre et de créer société.

Nous sommes la société, l'Etat en est le parasite. En tant qu'agriculteurs et agricultrices nous savons cela qui est marqué dans nos chairs et dans l'histoire de nos familles et de nos proches.

Ce n'est pas le danger d'expulsion mené par les gardes mobiles venus de l'extérieur, face auquel on peut tenter de résister collectivement, qui vous menacera. Mais la pression des voisins qui s'inquiètent pour leur tranquillité, leurs affaires ou leur légitimité vis-à-vis de l'administration. Ce seront eux, parfois anciens compagnons ou compagnes de lutte qui vous menaceront à cause de votre proximité ou de vos choix illégaux. Ce sera moins spectaculaire qu'une tentative d'expulsion. Le petit courrier arrivera poliment à votre nom avec les injonctions de mise aux normes, puis les sanctions tomberont individuellement dans la discrétion administrative. Les possibilités de réactions collectives seront limitées par la peur des autres, désormais pris et dépendant-es des mêmes mailles réglementaires que vous. Ils vous conseilleront d'abord avec attention. Vous proposeront de vous aider à vous mettre aux normes. Puis ils vous isoleront ou vous dénonceront pour ne pas créer de soucis à toute la zone et à la structure juridique qui la gère. Zone expérimentale ou pas, la loi veut s'imposer en force ou insidieusement. Toujours...

Ces situations dont nous recevons les récits ou face auxquelles nous tentons de nous opposer, arrivent tous les jours à des dizaines de fermes qui se croyaient hors d'atteinte ou bien cachées.

Il n'y a que des territoires qui se maintiennent en lutte ou des réseaux qui se soutiennent qui peuvent créer le courage, les moyens matériels et le rapport de force pour s'opposer massivement et durablement à cette élimination de la vie agricole autonome.

Nous nous battons individuellement par endroits, collectivement ailleurs, en réseau partout, en tous les cas là où nous habitons, là où nous avons construit des attachements nécessaires à la vie agricole qui tente de s'écarter du rapport industriel. Nous vous appelons à continuer ou à nous rejoindre dans cette lutte, dans ce rapport de force que nous construisons pour vous commencer à sortir de la normalisation, individuellement ou collectivement ou avant qu'elle vous convainque, vous attire, vous rassure ou vous contraigne... puis vous écrase. Il n'y a rien à gagner dans nos vies, activités et luttes, surtout à court terme à la ZAD, à répondre à leur chantage, qui n'est qu'un leurre. Il n'y a pas de place au bout pour des activités libres. Individuellement nous sommes souvent contraints à ce chantage et aux contorsions, collectivement il y a beaucoup plus à tenter, affirmer et à défendre.

C'est maintenant que le mouvement qui s'est opposé à l'aéroport peut affirmer qu'il portait aussi cette lutte pour des vies agricoles non administrées, non contrôlées, s'éloignant de l'industrie. Si ce mouvement est cohérent et s'il ne se berce pas d'illusions du type agriculture "alternative", "4.0", "innovante", "responsable", "raisonnée", "durable", "bio" source de vie... pour le renouvellement industriel (50 % du marché bio appartient déjà aux groupes industriels depuis quelques mois), alors il doit s'emparer de la nécessité de faire vivre des vies et des activités primaires autonomes hors des normes en les revendiquant et en nous organisant pour les rendre inarrachables de la ZAD. Des activités qui nous permettent de vivre en commun et de combattre le capitalisme. Ou bien alors ce mouvement fracturé va-t-il préférer par facilité ou naïveté, se contenter, se plier doucement face à la pacification étatique ou céder aux calculs de ceux et celles qui voudraient s'approprier l'avenir de la zone ou s'attrister de ceux et celles qui se comportent en victimes sans s'être préparés à la confrontation suivante, conduisant cette lutte à avoir engendré une zone expérimentale pour le capitalisme agricole de demain ? S'il faut négocier à un moment cela ne peut être sans un rapport de force préalablement préparé, partagé avec le mouvement large qui a permis de gagner les premières batailles.

Ne pas lâcher ce qui est gagné, accentuer le rapport de force

Nous appelons les comités de soutien à ne pas se laisser endormir par cette victoire, réelle et dont il nous faut nous nourrir, mais qu'on nous brandit sous condition de normalisation expérimentale afin d'étouffer notre lutte en chemin. Celle-ci doit continuer à s'ancrer en accentuant, avec le plus grand nombre, la lutte là où elle a gagné une belle bataille et ne pas immédiatement chercher à négocier la place de certain-es ou à rechercher une autre zone de lutte, au risque majeur de devenir perpétuellement soit administré soit hors-sol.

Nous faisons la proposition aux comités de soutien et à tous et toutes les habitant-es de la ZAD de maintenir le rapport de force avec l'État et les organismes qui préparent l'avenir de la ZAD contre le mouvement en lutte, en manifestant leur colère :

- **devant, dans, autour des Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (sic) ("DDCSPP") représentant du ministère de l'Agriculture qui tentent de nous broyer et de normaliser à la ZAD comme dans nos fermes;**
- **devant, dans, autour des Mutualités sociale agricole ("MSA") qui organisent le traitement social de cette normalisation/élimination agricole ;**
- **devant, dans, autour des chambres d'agriculture qui sont les courroies de transmission dans les fermes de ces politiques et qui veulent dépecer et se nourrir de la ZAD, cracher sur notre mouvement.**

Ils ont tué Jérôme Laronze, le 20 mai 2017.

Des agriculteurs et agricultrices du collectif contre les normes.

Mouvement, où est ta victoire ?

Le communiqué du mouvement du 17 janvier fanfaronne : « *Il s'agit bien d'une victoire historique face à un projet d'aménagement destructeur.* »

Certes, le projet d'aéroport a été abandonné, et c'est un soulagement dans le monde des tritons et des salamandres. Et encore, nous y reviendrons. Certes, c'est une victoire de la lutte contre l'aéroport de Notre Dame des Landes.

Mais beaucoup d'entre nous avons lutté.e et soutenu la lutte contre l'aéroport et son monde. Le monde capitaliste, pour dire vrai, le monde des inégalités économiques et sociales, le monde de l'oppression et de l'exclusion. Cette lutte-là est-elle victorieuse ? Et si elle ne l'est pas, comment peut-elle quand même rayonner vers d'autres luttes contre de grands projets inutiles et imposés ?

Cette lutte est-elle victorieuse contre VINCI ?

Vinci sort gagnant de cette situation : non seulement, il touchera des centaines de millions d'euros de compensation pour l'abandon du projet, non seulement il engrangera les profits liés à la modernisation de l'aéroport Nantes-Atlantique, mais il va négocier sa montée en capital dans la gestion des Aéroports (ADP), imposant à l'État de devenir minoritaire dans la gestion aéroportuaire... On comprend que Vinci soit des plus conciliants dans cette affaire !

Est-ce donc une victoire remportée sur le monde de l'exploitation, des profits, sur le monde de l'aéroport ?

Cette lutte est-elle victorieuse contre l'État?

Beaucoup de celles et ceux qui ont lutté contre l'aéroport voudraient que l'abandon du projet signifie aussi l'abandon de la lutte contre le monde capitaliste. Déjà se dessinent les luttes dans le domaine de la propriété privée, pour la mainmise sur le foncier entre les paysan.ne.s de la Confédération Paysanne et les agriculteur.ice.s de la FNSEA. Rappelons que l'agriculture, bio ou conventionnelle, n'existe qu'encadrée par des normes édictées par les administrations de l'État et que la propriété privée n'existe que garantie par l'État. Illes vont négocier avec un État qui organise depuis des décennies la disparition des paysan.ne.s les plus fragiles, notamment par la normalisation des productions. Déjà se pointe à l'horizon la lutte pour le contrôle de la Chambre d'Agriculture 44 (élections en janvier 2019). La ZAD sera un champ de bataille agricole.

Parmi les occupant-es de la ZAD, se dessinent aussi des luttes de pouvoir. L'autogestion a donné lieu à de nombreuses groupes-assemblés-commissions. Les inégalités de classes n'ont pas disparues pour autant, et certain.e.s profitent de ces structures décisionnelles tandis que d'autres s'en sentent exclu.e.s. Dans les assemblées, les positions dominantes sont les moins radicales et les plus diluées.

Ce qui manquait à ces fractions dominantes du mouvement pour obtenir la légitimité de la part du gouvernement, c'est évidemment la démonstration qu'elles étaient en mesure d'instaurer l'ordre sur la Zone, l'ordre du mouvement se rapprochant de celui de l'État. C'est ainsi que l'on peut comprendre le nettoyage de la D281, véritable épreuve de force au sein du mouvement.

Là où en 2012 l'état s'était embourbé, il peut aujourd'hui compter sur des intermédiaires à l'intérieur du mouvement pour pacifier la résistance radicale et normaliser la zone. Le contrôle qu'exerce l'État se retrouve donc progressivement facilité, et même mis en œuvre, sur la ZAD. Les fractions dominantes du mouvement se sont mises en marche vers l'État qui les

reconnait maintenant comme interlocutrices potentielles. Ce qui ne préjuge pas des suites...

Cette lutte est-elle victorieuse pour le monde des tritons?

On comprend que les salamandres et autres bêtes des prairies humides ont bien du souci à se faire, entre une route normalisée où certains rêvent d'y installer quelques crapauds, et des parcelles qui pourront enfin être remembrées¹ après leur mise en vente par l'État. Que restera-t-il de ce bocage qu'on voulait préserver ? Une mini-réserve ou un écomusée ?

Cette lutte est-elle victorieuse pour les expériences qui se mènent ici?

Des expériences hors normes sont menées ici depuis des années : des productions agricoles hors circuit marchand, des habitats auto-construits, des expériences sociales hors contrôle. Ici existe des lieux de vies pour des personnes sans papier ou illégales, une radio pirate, des groupes de santé mentale, une cabane non-mixte, de l'agriculture végan, des groupes de gestion de conflits qui ne font pas appel à la justice ou la police, des réappropriations des plantes et des soins médicaux, une zone non-motorisée, de l'auto-média, une aide concrète à d'autres luttes (cantines, caisses de soutien, mise à disposition de lieux d'organisation...) des expériences de permacultures. Cette zone une zone de rencontre et de friction de nombreuses visions politiques et de vécus différents.

C'est cela qui donne son sens à la pérennité de cette lutte et qui a enrichi les imaginaires des soutiens extérieurs. Ouvrir la porte à l'état lui donne le pouvoir d'étouffer un par un ces projets qui ne se conforment pas aux normes (impôts, sanitaire, urbanisme, ...). Les exigences de l'état, relayées par *l'Entité* interne qui se met en place, fera disparaître ces projets.

Cette lutte, est elle victorieuse contre le capitalisme, le sexisme, le spécisme, le mépris de classe et les pratiques autoritaires ? Après l'abandon du projet, se profile le risque d'une confiscation de cette lutte politique par une mise à l'écart de sa dimension radicale.

Pour qui peut-on alors parler de victoire ?

Depuis le 17 janvier, nous ne sommes plus en lutte contre cet l'aéroport, mais nous sommes toujours en lutte contre son monde et ses alliés.

Ce qui se passe maintenant dans cette lutte se passe aussi dans de nombreuses autres luttes, environnementales ou sociales.

A partir du 10 février, rencontrons-nous et discutons-en, sur la Zad et ailleurs

Invitation à se rencontrer, le 10 février :



11h : à La masacrée (FNxD281) pour manger des crêpes, discuter, aider au chantier de reconstruction, faire une table de presse et diffuser auprès des gen.te.s qui arrivent pour la kermesse de la victoire

Après-midi : une discussion surprise pour qu'on réfléchisse ensemble de comment faire face aux prises de pouvoir dans des luttes : ici, au Val de Susa, à Bure ou ailleurs.

¹ rachat et rassemblement des petites parcelles agricoles pour une agriculture conventionnelle incompatible avec la biodiversité du bocage.

Des cochons et des hommes

FDSEA, porcs et réaction fascisante dans le Tarn-et-Garonne (82)

paru dans [lundimatin#131](#), le 29 janvier 2018 - <https://lundi.am/Des-cochons-et-des-hommes>

Notre rapport aux animaux est parfois un bon indice pour évaluer notre perception de la vie en général, celle des animaux mais également celle des hommes. Ce n'est pas avant tout au nom de la souffrance animale que nous éprouvons un profond dégoût face aux images d'abattoirs industriels : ce qui s'exprime dans ces pratiques, c'est avant tout l'exploitation effrénée de tout ce qui vit, hommes comme bestiaux - et la possibilité que des hommes, à terme, reçoivent le même traitement. Les camps d'extermination de la Seconde Guerre mondiale l'ont prouvé. Ce qui se joue actuellement à Septfonds, petite bourgade du Tarn-et-Garonne (82), nous invite à voir les choses encore différemment : presque en lieu et place de l'ancien camp de concentration des Judes, où on été enfermés plus de 15 000 soldats espagnols anti-franquistes de 1939 à 1942, la préfecture vient d'autoriser le doublement de la taille d'un élevage de porcs industriel. C'est donc le mouvement inverse qui se produit ici : en lieu et place du parcage des hommes avant leur transfert vers les camps d'extermination, ce sont des porcs que l'on enferme avant de les envoyer à l'abattoir. Rien de particulièrement étonnant dans cette énième manifestation du cynisme ambiant : sauf qu'en s'installant à 500 mètres du mémorial qui rend hommage aux républicains espagnols, l'exploitation agricole vient souiller la mémoire de ceux qui ont refusé le fascisme en 1936, ainsi que de tous ceux qui furent internés entre 1939 et 1946 (juifs, communistes, polonais, etc). Des lecteurs de *lundimatin*, qui entendent se souvenir avec dignité des combats et des abjections de l'époque et doivent faire face aux tendances fascistes actuelles, nous ont envoyé cet article qui résume les prémisses d'une lutte contre ce projet d'agrandissement.

Un projet d'extension d'élevage industriel de porcs suscite indignation et colère à Septfonds, dans le Tarn-et-Garonne. En effet, la préfecture vient d'autoriser le doublement de la taille d'une exploitation agricole qui produira annuellement 6500 porcs charcutiers... Or, celle-ci se situe à l'entrée de l'ancien camp de concentration de Judes où ont été enfermés de 1939 à 1942 16000 soldats républicains anti-franquistes réfugiés de la guerre d'Espagne, et à 500 mètres du mémorial qui leur rend hommage. Ce fut un lieu de regroupement de juifs, d'officiers polonais, de militants communistes avant qu'ils ne soient déportés dans les camps d'extermination.



Un travail d'information et d'opposition citoyenne a été entamé par les habitants qui s'opposent à ce projet : réunion publique, tractage et banderole au marché, interpellation de la préfecture. France Nature Environnement promet de faire appel en justice de l'autorisation préfectorale. De quoi mettre de sérieux bâtons dans les roues du projet ? Pas sûr, tant l'opposition locale semble isolée face à un véritable empire agro-industriel.

Car la réaction, elle aussi, s'organise. Le 8 décembre dernier à Septfonds, une dizaine d'habitants.e.s tiennent un stand et font signer une pétition contre l'extension de la porcherie. Un groupe d'hommes les invective : *"Maintenant, il va falloir dégager"*, arrachent la banderole, déchirent les pétitions et font voler les tracts. Ils menacent d'une gifle une conseillère municipale retraitée. *"Maintenant, ce n'est que de l'intimidation, si vous recommencez ce sera pire."* Ce sont Alain Ichès, président de la FDSEA du Tarn-et-Garonne et Jean-Paul Rivière, président de la Chambre d'Agriculture qui prononcent ces mots. Récemment, un maraîcher Bio opposé au projet, voisin de Mr Jean-Paul Rivière, a subi des mesures d'intimidation odieuses sur sa ferme : les jeunes arbustes d'un verger qu'il venait de planter ont été tout simplement coupés au sécateur.

Des pratiques abjectes. Comment ne pas se souvenir de Sivens, des expéditions punitives des gros bras de la FDSEA à la ferme de la Métairie Neuve qu'ils avaient saccagée en agressant deux occupantes et où ils avaient déversé du répulsif à gibier ? Du siège de la zad par des agriculteurs et des miliciens qui n'hésitaient pas à poursuivre dans les bois des jeunes femmes isolées pour les

terroriser. Des coups de couteau assésés, lors d'un hommage à Rémi Fraisse en 2016, par le frère de l'adjointe au maire de Lisle-sur-Tarn Pascale Puibasset (compagne d'un maraîcher pro-barrage) à une manifestante en présence de Philippe Jouglu, président de la FDSEA du Tarn ? Déjà à l'époque, il était de notoriété locale que les plus énervés et les plus aliénés de ces agriculteurs provenaient du Tarn-et-Garonne. Et comment ne pas faire de liens avec les expériences paysannes les plus réactionnaires des Chemises Vertes, fascistes, dans les années 1930 aux Bonnets Rouges bretons ?



Ne nous trompons pas. Il existe une réelle détresse dans le monde agricole, un réel asservissement des agriculteurs aux coopératives agricoles et à l'industrie agro-alimentaire. Beaucoup d'entre eux sont piégés, enfermés dans la spirale infernale de l'endettement, de la mise aux normes, de la course à l'agrandissement. Ils sont à la fois acteurs et victimes de l'industrialisation de l'agriculture. Bien souvent à bout, au bord de la faillite ou du suicide. Par contre, les responsables syndicaux de la FDSEA et de la Chambre d'Agriculture, qui, d'un côté se font hypocritement les défenseurs de la cause paysanne tout en orchestrant de l'autre l'industrialisation de l'agriculture (donc la baisse du nombre de paysans) et en défendant les intérêts de telle ou telle corporation (céréaliéristes, semenciers, etc.) au détriment des autres agriculteurs – eux sont des ennemis politiques. Alain Ichès et Jean-Paul Rivière sont des ennemis politiques qui n'hésitent pas à intimider et terroriser, et nous devons les traiter comme tels.

Que faire face à la terreur qu'ils essaient d'imposer ? Il n'y a pas de recette miracle, évidemment. Mais peut-être pouvons-nous esquisser quelques pistes.

En premier lieu, être solidaires de ceux qui luttent et subissent les attaques des nervis de la FDSEA, être présents en soutien, ne pas les laisser se sentir isolés. Car nous sommes tou.te.s dans le même bateau.

Ensuite, renouer avec un état d'esprit, la combativité des Paysans Travailleurs dans les années soixante-dix qui menaient des luttes foncières sur le terrain, en dehors de la cogestion syndicale. S'inspirer de l'imaginaire de la dignité rebelle des zapatistes du Chiapas où des communautés en lutte sont confrontées à des groupes para-militaires qui tuent, terrorisent avec la complicité de l'État. Ils n'abandonnent pas la lutte pour autant ! Ce n'est donc pas seulement une histoire de stratégie, de calcul et de probabilité de victoire. La dignité est une manière d'être au monde, de s'affirmer dans la lutte pour ne pas disparaître. D' "être ouragans" et de renvoyer la prétendue civilisation à son néant.

Enfin, et très concrètement, ne pas laisser le monopole de la parole publique à nos ennemis. Nous devons les afficher publiquement, qu'ils aient honte au travail, devant leurs voisins ou pendant les repas de famille. Nous devons reprendre l'espace public, dénoncer leurs pratiques sur les marchés, sur les murs, dans les boîtes à lettres et les affaiblir politiquement. Si nous ne voulons pas laisser prospérer la réaction fascisante dans nos territoires ruraux, cette histoire est l'affaire de tou.te.s.

Un paysan du Tarn voisin